

Une Union de l'énergie forte et résiliente ne peut pas accueillir un nouveau Nord Stream

Le système énergétique européen est en pleine évolution. Une transition s'opère, d'un système rigide à planification centralisée, guidé par l'approvisionnement et contrôlé par des oligopoles à intégration verticale vers une configuration décentralisée mue par des citoyens expérimentés qui gèrent leur propre énergie à partir de sources renouvelables.

Nous accueillons favorablement ce changement car ce nouveau système est nettement plus efficace en termes d'énergie et de ressources, son déploiement va de pair avec la réduction de la consommation d'énergie européenne dans son ensemble. La demande en électricité et en gaz diminue depuis plusieurs années, notamment en raison d'une ambitieuse politique d'efficacité énergétique que nous avons soutenue à maints égards : exigences d'écoconception des produits, étiquetage des appareils domestiques et électroménagers, obligations d'économie d'énergie, prérequis en matière de nouveaux bâtiments, rénovation thermique approfondie du parc immobilier existant et gains massifs d'efficacité dans le secteur industriel. Même si le gaz devait remplacer une partie du charbon, les centrales électriques au gaz afficheraient un si petit nombre d'heures d'exploitation qu'un très faible volume de gaz serait en jeu. La consommation européenne de gaz est dès lors sur le déclin et ne dépassera plus 350 à 380 mmc/an d'ici 2020. En d'autres termes, la consommation européenne de gaz a atteint son sommet et l'Europe n'a pas besoin de plus de gaz pour son avenir.

L'actuel gazoduc Nord Stream, en service depuis 2011, a une capacité de 55 mmc/an et n'est aujourd'hui même plus utilisé à pleine capacité. Le projet de doubler le gazoduc reliant directement la Russie et l'Allemagne sous la mer baltique ne cadre pas avec la mise en route du nouveau système en matière d'énergie.

Le remplacement du charbon par le gaz naturel peut jouer un rôle dans la lutte contre le changement climatique dans certaines conditions et à court terme. Cependant, un investissement lourd dans une infrastructure dédiée au carburant fossile comporte le risque de nous emprisonner pour les décennies à venir dans un système à hautes émissions de carbone. L'UE doit réduire ses émissions de 50 % ou davantage d'ici 2030 et atteindre le seuil virtuel d'un système énergétique sans émissions d'ici 2050. Cela ne laisserait qu'une marge infime pour le gaz naturel, encore moins pour accroître son utilisation. Le nouveau gazoduc pourrait se révéler être un capital irrécupérable voué à s'éteindre avant la fin de sa durée de vie économique.

L'Union européenne a par ailleurs lancé en février 2015 une nouvelle initiative appelée Union de l'énergie et basée sur « la solidarité et la confiance », afin d'augmenter la résilience de l'UE par rapport à la crise énergétique. Nous soutenons fermement ces principes qui sont conformes à nos valeurs. La diversification de nos fournisseurs d'énergie et de nos voies de distribution permettrait de remplir l'objectif d'une Europe plus résiliente. Le projet Nord Stream 2 est un projet qui divise. Il rompt à la fois le principe de solidarité et de confiance et renforce la dépendance européenne envers un fournisseur de gaz unique. Il va menacer la sécurité de l'approvisionnement en gaz et la sécurité énergétique en Europe centrale et du sud-est en réduisant la liquidité du marché dans cette région. L'approvisionnement en gaz depuis l'Europe occidentale ou via l'Italie ne permettrait pas de compenser la fin de l'approvisionnement en gaz qui transite via l'Ukraine en raison du déploiement géographique sous-optimal de la capacité du gazoduc existant. Nous sommes convaincus que la réalisation du projet mené par Gazprom

mènerait au renforcement de la capacité de la Russie à profiter de la dépendance énergétique pour exercer une influence politique.

En outre, Nord Stream 2 minerait considérablement le statut de pays de transit gazier de l'Ukraine, ce qui entraînerait des conséquences socio-économiques graves pour un pays que nous soutenons et avec lequel nous voulons être partenaire. Mettre l'Ukraine sur la touche alors que des développements géopolitiques se déroulent à l'est du pays et qu'il y a peu, la Crimée a été unilatéralement enlevée de son territoire, représente un risque majeur pour la stabilité du pays. Cela entraînera également une perte massive pour l'économie ukrainienne et réduira les revenus du budget de l'État puisque les taxes de transit sont estimées à près de 2 milliards d'euros par an. Nord Stream 2 va clairement à l'encontre de tous les efforts consentis par la communauté internationale pour progresser vers une modernisation du système énergétique ukrainien en ligne avec l'Accord de Minsk.

Doubler Nord Stream n'est pas un projet commercial mais un projet politique qui a des conséquences négatives sur le marché interne de l'énergie, la sécurité d'approvisionnement et la politique de voisinage. Nous demandons dès lors l'annulation immédiate et inconditionnelle du projet Nord Stream 2 comme étant la seule option permettant de sauver l'Union de l'énergie, de préserver le marché intérieur du gaz européen et de respecter nos engagements envers l'Ukraine.

Nous demandons à tous les acteurs concernés de mobiliser leurs forces contre ce projet :

- nous demandons aux États membres tels que l'Allemagne, la France ou les Pays-Bas, qui soutiennent actuellement les promoteurs du projet, de retirer leur appui au projet Nord Stream 2 ;
- nous demandons à la Commission européenne et au Conseil européen d'utiliser tous les moyens légaux et politiques disponibles pour éviter la finalisation de Nord Stream 2 ;
- nous appelons les Verts à agir et nous soutenons toutes leurs actions contre Nord Stream 2 dans les parlements locaux et régionaux, dans les parlements nationaux, ainsi qu'au Parlement européen.